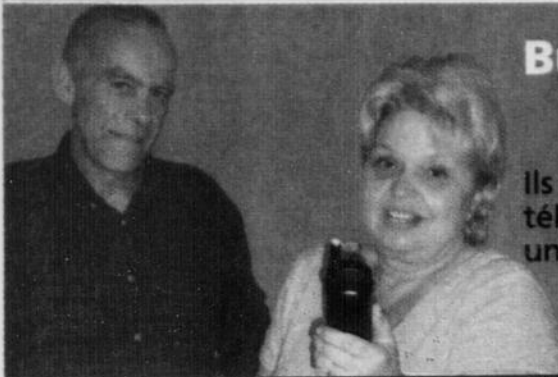


La Tribune

95e année, no 192

LEADER DE L'INFORMATION REGIONALE

www.cyberpresse.ca



Bury

Ils ont leur ligne téléphonique après une lutte de 10 ans

page A3

La Smart

Une petite voiture bien pensée qui fait tourner les têtes

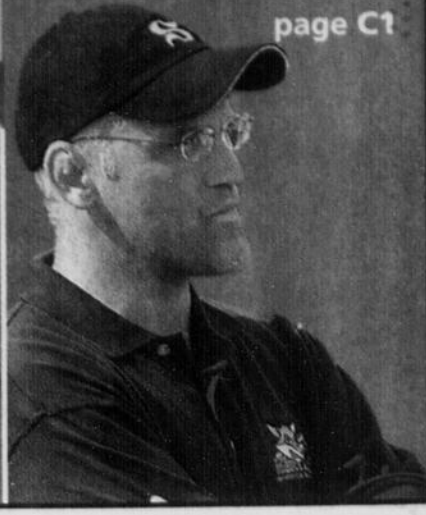
page A4



Vert & Or

Les hommes de Lapointe tiennent leur bout

page C1



Volte-face des syndiqués de Shermag



Nelson Fecteau

nelson.fecteau@latribune.qc.ca
DISRAELI

des 255 travailleurs de l'usine Shermag de Disraeli ont voté hier matin dans une proportion de 57 pour cent pour l'acceptation de l'offre finale et globale. Ils renversaient ainsi leur décision du 12 septembre dernier où ils avaient rejeté cette même offre dans une proportion de 87 pour cent. La direction de la compagnie Shermag a préféré n'émettre aucun commentaire sur la tournure des événements.

Si la tension était évidente à l'entrée

des travailleurs dans la salle de réunion hier matin, l'humeur n'était pas au beau fixe à leur sortie trois heures plus tard. Très peu d'entre eux ont d'ailleurs accepté de livrer leurs commentaires à l'issue du vote, se réfugiant derrière un laconique «pas de commentaires» en quittant les lieux en catastrophe.

Le président des travailleurs de l'usine Shermag de Disraeli, Gaston Pouliot, en avait toutefois plus long à dire, remerciant d'abord ceux qui lui avaient fait

confiance, à lui et à son exécutif. «On s'est battus six mois dans ce dossier. Je respecte le résultat du vote. Mais ce n'est pas fort et M. Casselman (NDLR - Jeff Casselman, président de Shermag) va devoir vivre avec ça. Si on rentre au travail, tout le monde va se regarder de travers. Le vote est très serré et on serait peut-être rentrés à d'autres conditions si le résultat du vote avait été différent», a-t-il d'abord déclaré en soulignant qu'il était entré en communication avec M. Clément de Shermag samedi matin pour

tenter d'obtenir une ouverture de négociation.

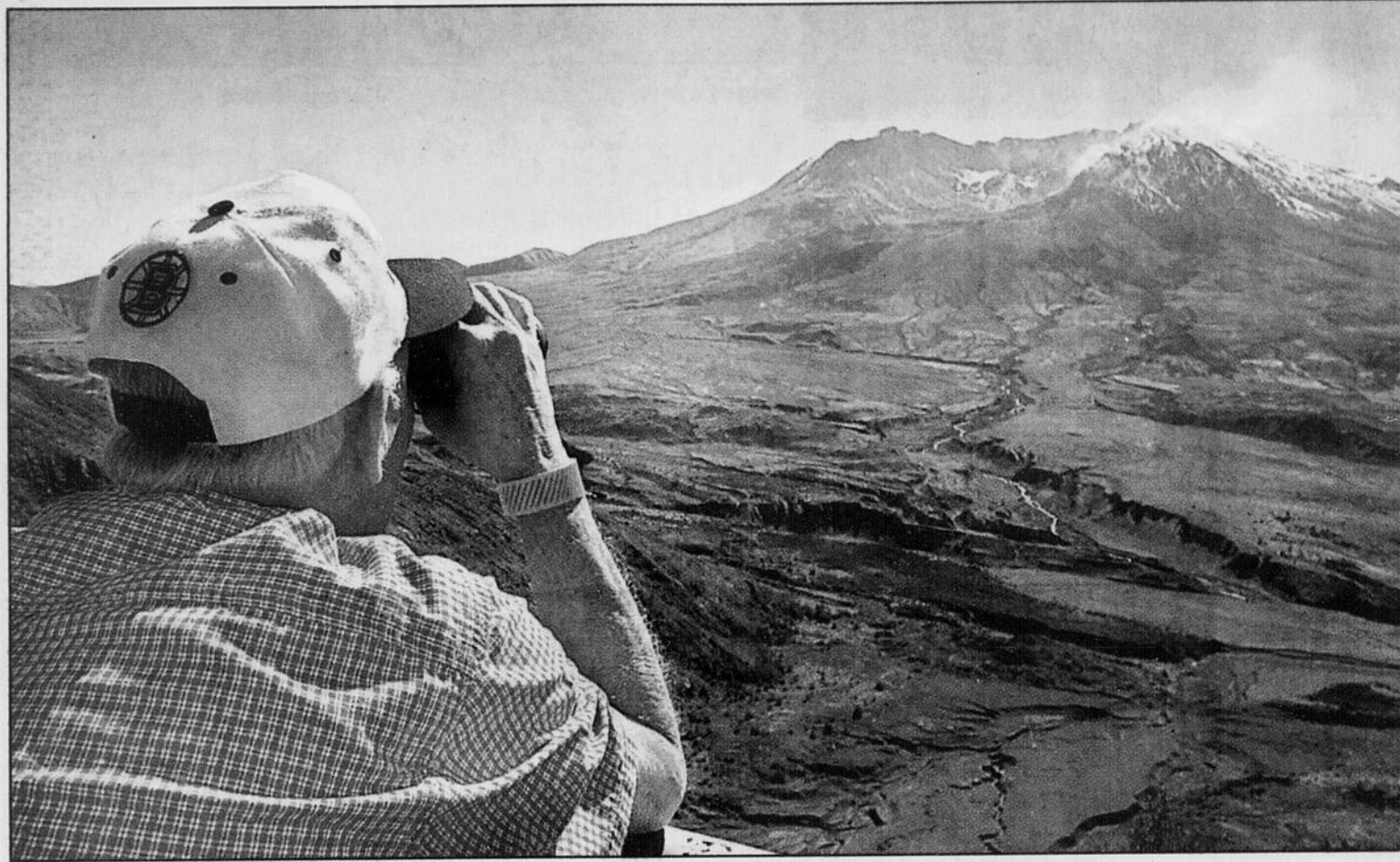
«Le besoin de travailler a parlé» A2

Puis Gaston Pouliot a annoncé qu'il mettait fin à 14 ans de vie syndicale. «Syndicalement, on a fait notre job. On a fait ce qu'il y avait à faire. Il y en a qui prendront ma place. On va finir ce qu'il

Voir Volte-face en page A2

Au terme d'une assemblée qui a duré près de trois heures et qui s'est déroulée rondement, 202

Sur le qui-vive près du volcan



Plusieurs touristes surveillent les abords du volcan de l'État de Washington, dans l'attente d'une éruption importante.

Les sismologues attendent une autre éruption du Mont St. Helens

Associated Press
MONT ST HELENS, État de Washington

Les sismologues estimaient hier qu'une éruption du Mont St. Helens était imminente, alors que des centaines de curieux se massaient le long des routes du parc national de l'État de Washington, dans le nord-ouest du pays, à distance respectueuse du volcan.

Tôt hier, une deuxième longue secousse sismique, après celle de samedi qui a provoqué l'augmentation du niveau d'alerte à son maximum, ainsi que des émissions de gaz, laissent penser que le magma est en mouvement à l'intérieur du volcan, ont expliqué les chercheurs de l'US Geological Survey.

La foule attendait la suite à quelque 13,5 kilomètres du Mont St. Helens, après l'évacuation de centaines de touristes de l'observatoire plus proche, à la suite de la forte secousse enregistrée et à un jet de vapeur.

Les chercheurs ne savent cependant pas trop à quoi l'éruption pourrait ressembler. Hier à la

mi-journée, si la montagne avait l'air calme, des séismes avaient lieu «plusieurs fois par minute», après une longue vibration sismique ayant duré 25 minutes dans la matinée.

Vies menacées

Les autorités américaines ont accru samedi le niveau d'alerte autour du volcan du Mont St. Helens, dans l'État de Washington (nord-ouest), après une deuxième éruption en deux jours consistant en un dégagement de vapeur.

Des centaines de visiteurs qui se trouvaient à l'Observatoire Johnston Ridge, situé à seulement huit kilomètres du volcan, ont été invités à quitter les lieux. Ils ont regagné rapidement leurs véhicules et sont repartis.

«Nous sommes dans une période éruptive au cours de laquelle il existe un danger potentiel», a prévenu Bill Steele, membre du laboratoire de sismologie à l'Université de l'État de Washington à Seattle.

L'inquiétude ne provient pas du nouveau petit nuage de vapeur dégagé samedi par le

volcan, mais de la violente secousse qui a suivi cette éruption. Le signal sismique, cette fois, «a été beaucoup plus fort» que celui qui a suivi l'éruption de vendredi, a précisé M. Steele. «Nous l'avons observé dans toute la partie ouest de l'État de Washington et jusque dans le centre de l'Oregon. Vendredi, nous avions un très faible signal sismique.»

Ces secousses indiquent un mouvement de gaz ou de fluide à l'intérieur du volcan, a-t-il expliqué.

Le nouveau niveau d'alerte revu à la hausse signifie que la prochaine éruption pourrait menacer des vies et des biens dans cette région reculée du Mont St. Helens.

Le Mont St. Helens, qui culmine à 2.250 mètres, est situé dans «l'anneau de feu» qui encercle l'Océan pacifique. Il reste le plus actif des 12 volcans de la Cascade Range, chaîne volcanique qui s'étend de la Californie à l'État de Washington.

En 1980, une éruption du Mont St. Helens avait fait 57 morts et atteint, avec ses pluies de roches et de cendres, des villes dans un rayon de 400 kilomètres.

Une rentrée périlleuse pour Martin

Isabelle Rodrigue (PC)
OTTAWA

Le cauchemar qui hante Paul Martin depuis le résultat des élections de juin se matérialisera dès aujourd'hui à l'occasion de la rentrée parlementaire, et la réalité risque de le garder éveillé si les partis d'opposition demeurent aussi déterminés à s'imposer devant ce gouvernement libéral minoritaire.

La rentrée de cette 38e législature a une allure jamais vue depuis un quart de siècle. Avec un gouvernement minoritaire, les prochains mois seront dominés par le rapport de force entre les 173 députés d'opposition et les 135 députés du gouvernement. Devant ce vis-à-vis, le premier ministre Martin aura fort à faire pour éviter les écueils, qui seront nombreux.

Déjà, la première semaine de travaux s'annonce plus difficile qu'on ne l'aurait cru. Une fois l'élection du président de la Chambre, le premier exercice, c'est-à-dire la lecture et l'adoption du discours du Trône, se pose comme le premier test pour le gouvernement Martin.

Frustrés de ne pas avoir été consultés dans la préparation de ce document qui détaille les grandes lignes des politiques à venir, les conservateurs affirment qu'ils pourraient s'opposer à son adoption. Le Bloc québécois laisse aussi planer cette possibilité.

Or, le vote sur l'adoption du discours du Trône est un vote de confiance. Un rejet signifierait une défaite du gouvernement minoritaire libéral et, à moins qu'un parti ne dise être en mesure de former un gouvernement, entraînerait la tenue d'élections précipitées.

Reflet du programme

Le contenu du discours du Trône sera vraisemblablement largement inspiré du programme électoral des libéraux, avec un fort penchant vers des politiques sociales (un réseau des garderies, par exemple) et un nouveau pacte fiscal avec les municipalités.

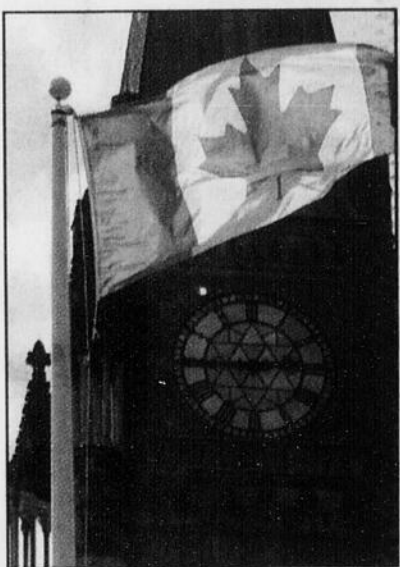
«Comme vous savez, nous avons fait campagne sur notre vision du Canada et notre vision de la législation qui est requise. Et c'est notre programme et c'est ça qui sera reflété dans le discours du Trône», a expliqué le premier ministre Martin à la sortie de son cabinet, jeudi, oubliant du coup que ce programme n'a pas convaincu une majorité de Canadiens.

«Si j'étais à la place du premier ministre, j'aurais essayé de savoir ce qui serait ou ne serait pas appuyé avant d'écrire le discours du Trône», a fait valoir le chef de l'Opposition, Stephen Harper, en point de presse, la semaine dernière.

Mais la question demeure: jusqu'où seront prêts à aller les partis d'opposition? Aucun d'entre eux n'est en mesure de relancer leur machine électorale aussi rapidement, et aucun des trois ne veut porter l'odieux d'un exercice électoral précipité et surtout coûteux, aux yeux des électeurs.

Le deuxième test du gouvernement de Paul Martin pren-

Voir Rentrée périlleuse en page A2



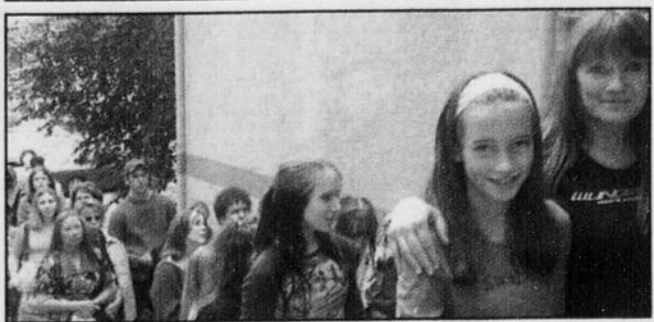
L'heure de la rentrée parlementaire a sonné à Ottawa.

Suprem Automobile
4620, boul. Bourque, Sherbrooke - (819) 821-9272

Météo
Éclaircies; av. dispersées Max.: 17
Lever du soleil: 6h49 Coucher: 18h20

Index

Ann. class.D3	LoterieB3
ArtsD1	MétéoD3
Décès.....D5	Mots croisés ..D4
Éphémérides..D4	Opinions.....A6
HoroscopeD4	Santé.....B6
Le mondeB2	Sports.....C1



Virginie: les aspirants comédiens font la file D1

NOTRE ENGAGEMENT :
20¢ LE LITRE D'ESSENCE
RÉCOMENSÉ À CHAQUE PLEIN D'ESSENCE
POUR LES 18 PROCHAINS MOIS.

Beaucage
4339, boul. Bourque Sherbrooke
819 823-4343



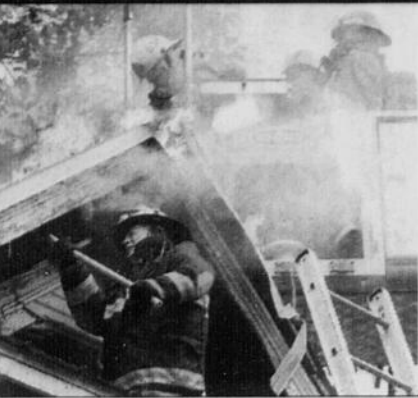
Mon clin d'oeil

Stéphane Laporte

Les Expos ne perdront plus.



À LIRE DEMAIN



À Sherbrooke
Lancement de la semaine de la prévention des incendies

La Tribune

Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.
Édité et imprimé au
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8
www.cyberpresse.ca

PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE
Louise Boisvert

VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION
René Morin

RÉDACTION
(819) 564-5454

Télécopieur 564-8098
redaction@latribune.qc.ca

RÉDACTEUR EN CHEF
Maurice Cloutier

DIRECTEUR DE L'INFORMATION
André Larocque

ADJOINTE AU DIRECTEUR
Jacynthe Nadeau

PRODUCTION ET INFORMATIQUE
DIRECTEUR

René Béliveau

ADJOINTS
André Roberge

Steeve Rancourt

Stéphane Garant

PUBLICITÉ
(819) 564-5450

Télécopieur 564-5482

DIRECTRICE
Suzanne-Marie Landry

ADJOINTS
Alain LeClerc

Christian Malo

ANNONCES CLASSÉES
(819) 564-2222

Télécopieur 564-5482

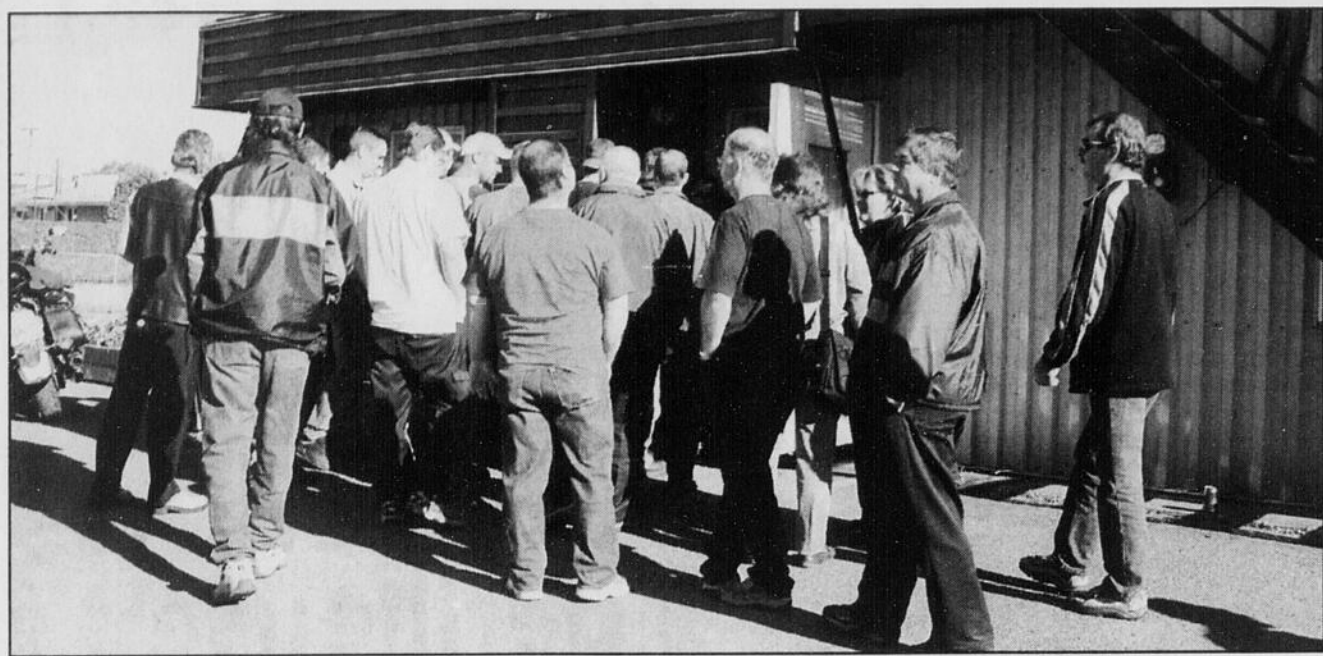
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30

ABONNEMENT ET TIRAGE
(819) 564-5466

Sans frais 1 800 567-6955

DIRECTEUR
André Custeau

ADJOINT
Serge Nadeau



La Tribune, Jean-Charles Poulin

La tension était évidente à l'entrée des travailleurs de Shermag dans la salle de réunion, hier matin.

«Le besoin de travailler a parlé»



Nelson Fecteau

nelson.fecteau@latribune.qc.ca
DISRAELI

Une inquiétude palpable régnait aux abords du local du Troisième Âge où s'est tenue hier matin l'assemblée générale spéciale des travailleurs syndiqués à la CSD de l'usine Shermag de Disraeli. Une inquiétude qui avait cédé sa place à une certaine frustration à l'issue de la reprise du vote sur l'acceptation de l'offre finale et globale faite par la partie patronale.

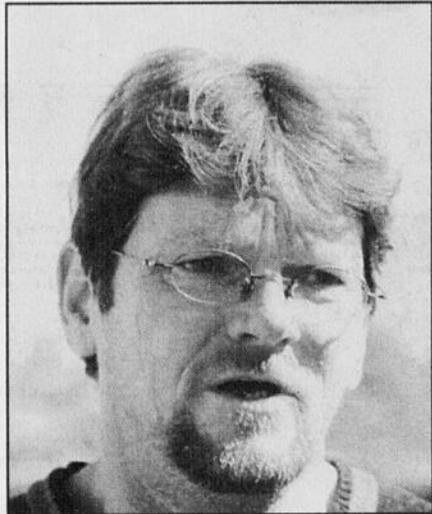
«Tout le monde a besoin de travailler et c'est le besoin de travailler qui a parlé. Ce qui a amené les gens à modifier leur choix, c'est la réception de l'avis de licenciement collectif et l'incertitude d'aller travailler dans un autre milieu. On ne veut pas recommencer en bas de l'échelle et les gens aiment leur travail», d'expliquer Daniel Lagueur.

Toutefois pour Simon Jacques, s'il y a retour au travail, ce ne sera pas facile. «Il y a maintenant dissension au sein des travailleurs. On va attendre, on verra. Les conditions de travail risquent de ne pas toujours être faciles.»

Pour Josée Pomerleau, c'est aussi une question de survie. «J'ai des comptes à payer. J'ai besoin de travailler. Oui, le résultat du vote me satisfait parce que nous sauvons nos emplois, mais non parce que c'est loin d'être des conditions idéales. Et ça, c'est à la condition que l'usine ouvre. Lui seul peut décider», de souligner la travailleuse en parlant de M. Casselman.

Il va sans dire que le maire de Disraeli, Yvon Jolicoeur, et le député Marc Boulianne ont réagi positivement à la décision des travailleurs de Shermag. «Nos objectifs d'informer et de sensibiliser sont réalisés. Pour ce qui est d'un retour aux négociations, nous pensons que c'est en voie de réalisation. Nous pensons que les parties vont se parler à nouveau», ont-ils affirmé.

Les deux élus en ont aussi appelé à



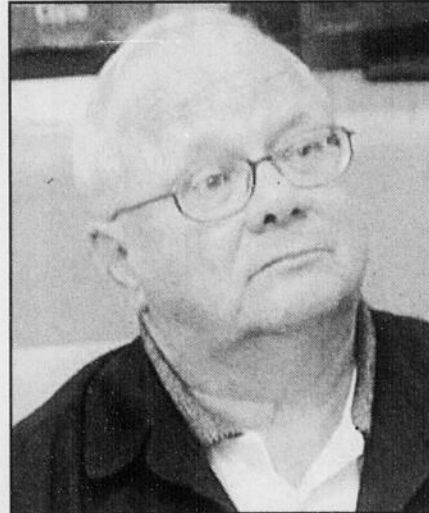
Daniel Lagueur



Simon Jacques



Josée Pomerleau



Yvon Jolicoeur

nouveau à la responsabilité sociale de l'employeur. «La crise n'est pas résorbée. Il y a encore des problèmes à résoudre. Je pense que les deux parties n'ont pas le choix de se rasseoir», de croire Marc Boulianne.

Chose certaine, les gens n'ont pas l'impression que ce vote a tout réglé. «M. Casselman va-t-il vouloir rouvrir l'usine si les syndiqués acceptent son offre?» de

nous confier la conjointe d'un travailleur de sept ans d'ancienneté avant même d'avoir été informée de l'issue du vote. «Si Shermag ferme, nos maisons vont perdre de la valeur. Nous, nous louons présentement cette maison avec option d'achat. Si l'usine ferme, nous n'achèterons pas et mon mari tentera sûrement de trouver de l'emploi chez Shermag à Victoriaville.»

Rentrée périlleuse

Suite de la page A1

dra la forme du dossier de la participation du Canada au projet américain de défense antimissile.

Une décision reste à prendre, mais bien des indices font croire qu'Ottawa penche en faveur d'une participation. Le ministre de la Défense, Bill Graham, s'est publiquement posé en défenseur du projet, déclarant que le Canada pourrait le «regretter» s'il refusait de se joindre à l'aventure antimissile américaine.

Le Bloc québécois et le NPD sont farouchement opposés au projet, les conservateurs exigent de connaître plus de précisions avant de se prononcer. Les trois partis réclament un vote sur la participation aux Communes. Plusieurs députés libéraux pourraient alors rejoindre leurs voix à l'Opposition, se disant eux aussi peu convaincus du bien-fondé du projet.

Malgré tout, le gouvernement fédéral affirme que la décision revient au conseil

des ministres et, par conséquent, qu'il pourrait aller à l'encontre de l'avis de la Chambre. Le Bloc se braque face à cette position et promet de répliquer si M. Martin agit de la sorte.

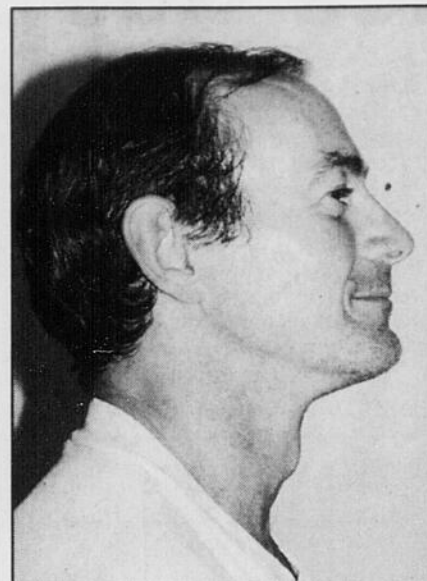
Le premier ministre devra aussi éviter de glisser sur la question des nominations. M. Martin a promis la fin des nominations partisans et l'examen par des comités des nominations. Une quantité de postes de dirigeants de société de la Couronne attendent d'être comblés. S'ajoutent à cela des sièges au Sénat qui demeurent vacants (on en comptera bientôt 12 livres). L'opposition gardera un oeil vigilant sur ces nominations, tout en suivant de près la législation présentée. Encore une fois, la majorité pourrait jouer des tours au gouvernement.

Le projet de la loi sur la mise en oeuvre de l'accord sur la santé retiendra aussi l'attention, mais pas seulement à Ottawa. Toutes les capitales provincia-

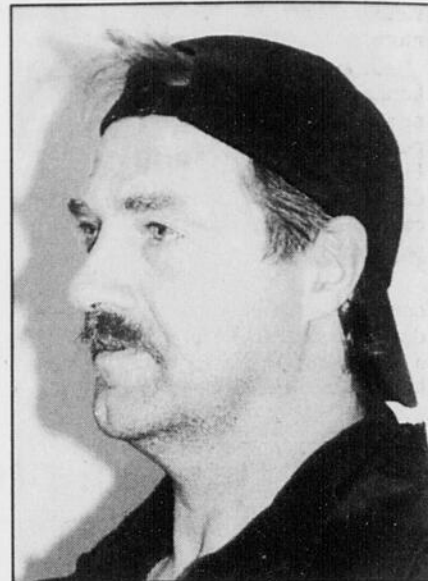
les auront le fédéral à l'oeil. D'ailleurs, les provinces entendent bénéficier du manque de poids d'un gouvernement minoritaire dans d'autres sphères. Après s'être imposées sur le financement de la santé, les provinces attendent de pied ferme Ottawa pour discuter déséquilibre fiscal, pacte fiscal avec les municipalités et financement de places en garderies.

Pour ajouter au fardeau, Paul Martin devra fonctionner avec deux autres épines au pied de son gouvernement: les travaux de la commission Gomery sur le scandale des commandites, qui offrent des révélations surprenantes et embarrassantes et l'audition en Cour suprême du renvoi sur les mariages de même sexe, qui soulignera encore une fois les divergences de vues parmi les libéraux.

À lire: l'éditorial en A6



Serge Gagnon



Gaston Pouliot

Volte-face

Suite de la page A1

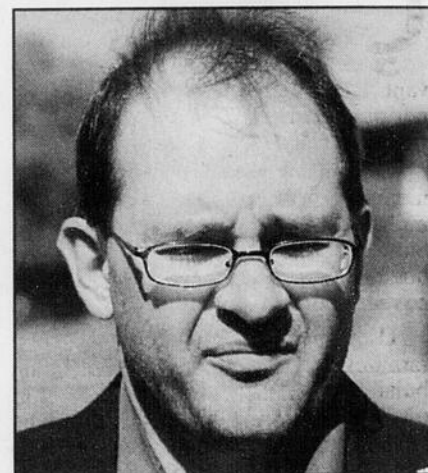
ya à finir puis je cède ma place», a-t-il déclaré.

Quant au conseiller syndical à la CSD, M. Simon Bussièrès, il ne s'est dit nullement déçu du vote. «Toutes les informations ont été données. On a expliqué aux travailleurs ce qu'il en était. La prochaine étape sera de se rasseoir avec l'employeur. Il y aura aussi un protocole de retour au travail à établir. Les premières semaines de retour au travail seront assez difficiles», a-t-il émis comme premiers commentaires.

M. Bussièrès a précisé que le résultat du vote avait été immédiatement communiqué au conciliateur, M. Jean Nolin, pour qu'il convoque la partie patronale. «M. Casselman a toujours considéré que c'est lui qui a fermé l'usine. La balle est dans son camp. La décision lui appartient maintenant.»

Le conseiller syndical a eu de bons mots à l'endroit du président Pouliot et de son exécutif. «Ces gars-là peuvent sortir la tête haute. On s'est butés à l'employeur et les travailleurs ont choisi d'avoir un emploi», a-t-il affirmé.

Enfin, M. Serge Gagnon, l'un des travailleurs ayant demandé la tenue de l'assemblée générale d'hier matin, a



Simon Bussièrès

confié à La Tribune n'avoir que peu de commentaires à émettre. «Je ne saute pas au plafond, là. Ce que j'ai fait, je ne l'ai pas fait dans mon intérêt personnel, je l'ai fait pour la communauté. On ne peut pas laisser cette usine fermée. On ne pouvait pas prendre le risque de croire que c'était du bluff. Le vote est pris, on ne peut plus rien faire. Le patron aussi a une responsabilité sociale», a-t-il déclaré.

Quand JEUNESSE s'en mêle

Et ils sont... partis!



Jean-François Gagnon

jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca
MAGOG

Alors que j'avais environ 10 ou 11 ans, j'avais pris l'habitude, lorsque l'ex-receveur des Expos Gary Carter pointait au marbre pour cogner, de me fermer les yeux. Je ne sais pas comment j'avais échafaudé une telle idée superstitieuse, mais je croyais que ça l'aiderait à cogner un circuit.

En fait, je me souviens qu'à quelques reprises il avait effectivement frappé la balle de l'autre côté de la clôture, une fois mes yeux clos. Mais, dans le temps, le bon vieux Gary était en plein forme et il en claquait des tas, de circuits. Reste que ça m'avait peut-être conforté dans mon enfantine théorie.

Dans les prochaines années, mon tout jeune fils sera lui aussi probablement intéressé par le sport professionnel. Mais il y a peu de chances qu'il développe une affection particulière pour un joueur de baseball.

Évidemment, car n'importe quel joueur du Canadien, des Alouettes ou de l'Impact de Montréal deviendra son idole avant ceux s'alignant dans les équipes de la Ligue nationale de baseball, qui vient de tourner le dos au Québec entier en lui enlevant les Expos.

Mais, vous voulez que je vous dise, je me fous royalement que mon fils idolâtre un jour des joueurs de hockey, de football ou de soccer avant ceux de baseball. C'est tout du pareil au même

non, ou si près.

D'ailleurs, le départ des Expos ne me désolé pas du tout, moi son papa, ou sinon si petit. Ils ne le veulent que pour eux leur sport, nos copains les Américains, bien qu'ils se le gardent jalousement sur la poitrine. Tant mieux pour eux. Et qu'on n'en parle plus.

Il apparaît effectivement assez clair que la Ligue nationale de baseball est loin d'avoir fait le nécessaire pour que Montréal conserve ses Expos. Elle se fiche pas mal de la promotion de son sport à l'étranger, tout collés qu'elle a les yeux sur le nombril de la nation qui l'a vu naître.

Pendant ce temps, on parle de la disparition du baseball du programme des Jeux olympiques d'été. Eh oui, paraîtrait que ça ne fait pas suffisamment courir les foules et que trop peu de pays pratiqueraient ce sport plutôt plate à regarder pour tout avouer.

Quant à lui, le soccer n'a jamais eu si bonne mine. À Montréal entre autres, où après la victoire en finale de sa ligue de l'Impact il contribuera peut-être à faire oublier ces pitoyables Expos de la dernière année.

À mon avis, la seule raison qui militait en faveur du maintien de l'équipe montréalaise en place était les centaines d'emplois rattachés à son existence dans la métropole québécoise et l'activité économique qu'elle suscitait.

Et qu'on ne me ramène pas l'argument de la visibilité internationale, car je vous l'ai démontré, le baseball ne pousse pas beaucoup dans le monde. Et ça ira sûrement en se dégradant. Comptez sur les dirigeants du baseball majeur américains pour ça!

Ça sonne enfin chez les Picotte-Auger

Le couple de Bury optie une ligne téléphonique après s'être battu pendant dix ans



Geneviève Simard-Tozzi
BURY

«J'ai tellement parlé au téléphone samedi que j'en avais mal aux oreilles.» Diane Picotte et son mari Robert Auger n'en reviennent tout simplement pas. Enfin, ils ont le téléphone. Après 10 ans de lutte acharnée, ils pourront enfin recevoir des appels autrement que sur le vieux cellulaire où la ligne coupait à tout moment.

«Je voudrais bien envoyer mon cellulaire bien loin, mais je vais le garder. On ne sait jamais.» Il faut dire que le vieux appareil a longtemps servi de lien entre les Picotte-Auger et leurs enfants éparpillés dans la province. Le chemin Eloi, où le couple habite, n'était tout simplement pas desservi par Bell.

Pour empêcher la ligne de couper, le couple devait s'approcher le plus possible des fenêtres, quand ce n'était pas sortir à l'extérieur. «On ne parlait pas bien longtemps au téléphone durant l'hiver»,

raconte Mme Picotte.

Depuis 16 h 45 tapant vendredi, la sonnerie du téléphone résonne dans le fond du chemin Eloi. «J'ai encore une nette tendance à aller près des fenêtres dès que je reçois un appel», lance la femme en riant.

La date avancée par Serge Audet, responsable régional de Bell Canada, pour le branchement de la ligne a été respectée à deux jours près. «J'avais donné l'heure juste. Il fallait coordonner la réponse pour les clients. Vendredi, tout le monde travaillait très fort pour arriver à temps.»

Les Picotte-Auger ont bien vu les employés de Bell travailler. «La réponse qu'on a eue à la fin août a enfin été exacte. Ça leur a pris peut-être cinq ou six jours de travail dans le mois, estime Robert Auger. Mais comment ça se fait que ça été fait en un mois alors qu'on a attendu tant de temps avant?»

Fatiguée par la bataille qu'elle a menée durant toutes ces années, Mme Picotte avoue qu'elle a pourtant bien hâte de pouvoir naviguer sur le web. «Je vais devoir réapprendre à m'en servir. Et vous pouvez être sûr que je n'ai pas pris un produit de Bell. Ça, plus jamais!»

Déboursier encore

Mais la réalité de cette nouvelle ligne téléphonique ne se fait pas sans grincement de dents pour le couple. «Nous devons déboursier 1000 \$ par abonné pour avoir droit au téléphone. Nous devrions en être exemptés, nous avons droit au téléphone comme n'importe qui. C'est totalement injuste», s'insurge M. Auger.

Vérification faite auprès de Serge Audet, tout abonné d'un «territoire non desservi» doit payer la somme de 1000 \$ pour l'obtention d'un nouveau réseau. «C'est le CRTC qui oblige Bell à construire un réseau quand certaines conditions sont remplies. Nous ne demandons que cette somme au client. C'est Bell qui fournit la balance.»

N'empêche, les tout nouveaux abonnés n'auront pas la chance d'utiliser très longtemps leur ligne téléphonique, puisqu'ils ont mis leur maison en vente il y a quelques jours à peine. «Au moins, nous allons pouvoir dire aux personnes intéressées par la maison que nous avons le téléphone!» mentionne Mme Picotte.

Et maintenant, Diane Picotte va se reposer. «J'ai été tellement tannée que maintenant, j'ai juste le goût de faire un gros ouf!»



La Tribune, Geneviève Simard-Tozzi
Enfin, le téléphone ne dérougit pas chez Diane Picotte et Robert Auger. L'incrédulité a fait place à un grand soulagement.

Pas la foule au Carrefour de l'Estrie

Le centre commercial ouvre désormais ses portes dès 10 h le dimanche

Geneviève Simard-Tozzi
SHERBROOKE

Ça y est. Le Carrefour de l'Estrie a emboîté le pas et ouvre désormais ses portes à 10 h le dimanche, soit deux heures plus tôt qu'auparavant. Deux heures de plus pour magasiner pour les clients, mais aussi deux heures de travail de plus pour les employés.

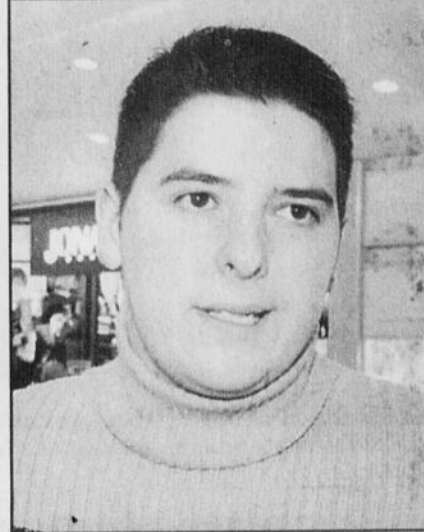
Certains commerces ont tout de même gardé leurs portes closes jusqu'à midi hier matin, notamment le magasin Simons dont la direction avait statué il y a quelques semaines qu'elle ne changerait pas ses heures d'ouverture.

Hier matin, beaucoup de jeunes familles et de personnes âgées déambulaient lentement dans ce Carrefour où l'espace ne manquait pas. Le lèche-vitrine était à l'honneur. Pour Michaël Raymond, c'était le temps parfait pour magasiner. «Comme nous sommes du genre lève-tôt, c'est très bien ainsi. Et puis, il y a beaucoup moins de monde.»

Certains clients se sont pointés sans savoir que les commerces ouvraient leurs portes plus tôt. Une heureuse surprise les attendait. «Par chance, c'était ouvert, souligne René Moisan. Sinon, on serait tout simplement repartis sans faire d'achats.»



Imacom, Claude Poulin
Hier matin, beaucoup de jeunes familles et de personnes âgées déambulaient lentement dans le Carrefour de l'Estrie, où l'espace ne manquait pas. Le lèche-vitrine était à l'honneur.



Michaël Raymond



René Moisan

Un dîner de plus

Ce sont souvent les employés déjà en place le dimanche qui ont vu leur journée de travail s'allonger de deux heures, un temps de dîner en prime. N'empêche, cette nouvelle façon de faire ne fait pas que des heureux.

Certains trouvent désolant de ne plus avoir leur dimanche matin en famille, d'autres de perdre quelques heures de sommeil après un samedi soir plutôt

mouvementé.

Avec la venue de cette nouvelle heure de dîner, ce sont les commerçants de la foire alimentaire qui risquent de voir augmenter leurs profits. Le propriétaire du Treats, Yves Michon, s'en voit ravi. «Je ne peux pas dire pour ailleurs dans le Carrefour, mais je pense bien que les gens viendront davantage manger à la foire alimentaire. C'est peut-être moins d'argent pour les travailleurs, mais da-

vantage pour nous.»

Chez Renaud-Bray, l'ouverture à 10 h n'est pas une si grande nouveauté. En effet, le commerce avait déjà ouvert à 9 h par le passé, mais avait dû réviser son tirage budgétaire.

«Nous avons repris le même rythme qu'avant, souligne la directrice adjointe de la librairie qui a préféré garder l'anonymat. Pour moi, c'est clair que les nouvelles heures d'ouverture vont avoir

un impact sur les ventes, puisque tout le monde est ouvert. Les gens auront ainsi la chance de venir tôt le matin et de ne pas prendre leur journée pour magasiner.»

Les commerçants demeurent tout de même prudents dans leurs propos. Selon la plupart, ce n'est pas parce que l'achalandage n'était pas important hier matin que tous les autres dimanches lui ressembleront. Il faudra voir à l'usage.

365 enfants remplissent leur carnet d'identification



Evelyne Leblanc
SHERBROOKE

Tommy Dion regardait attentivement l'agent Philippe Dubois du Service de police de Sherbrooke (SPS) qui lui prenait un à un les doigts pour les mettre dans l'encre noir pour ensuite les étamper dans son carnet d'identification.

Du haut de ses deux ans et demi, le gamin semblait impressionné de voir un policier d'aussi près et à la fois surpris qu'il ait ainsi droit de se saler les doigts sans être réprimandé.

Tommy, comme 364 autres enfants, s'est présenté à l'un des deux restaurants McDonald's de Sherbrooke accompagné de son père afin de remplir un carnet d'identification lors de la troisième édition provinciale de la Journée d'identification des enfants organisée par le Réseau enfants retour. «Je pensais qu'il était important de venir avec mon fils, parce qu'aujourd'hui, avec tout ce qui se passe, nous ne sommes jamais trop prudents. Nous ne souhaitons jamais qu'il arrive quelque chose, mais au moins le carnet nous donne un sentiment de sécurité», souligne Yvan Dion, le père du jeune Tommy.

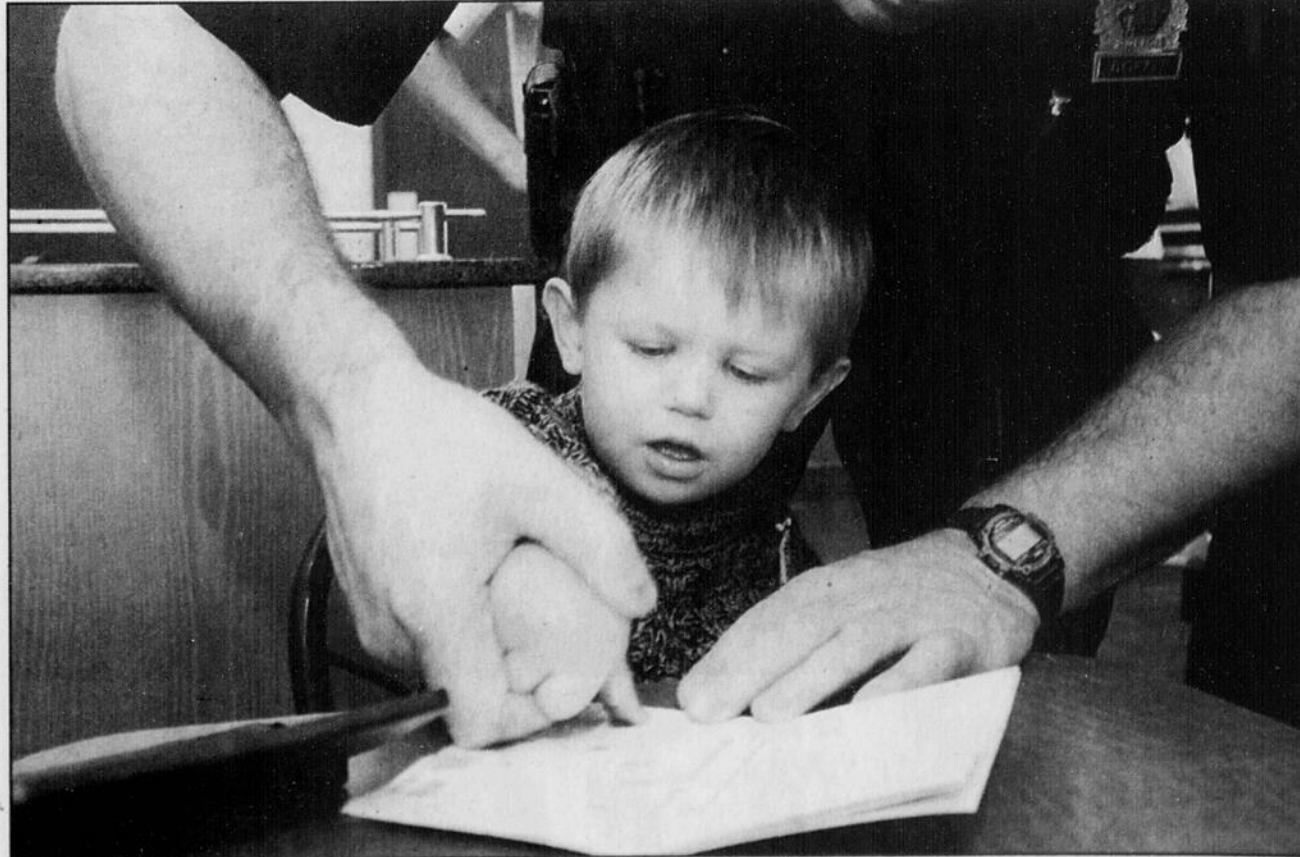
Une fois bien rempli, avec les empreintes digitales, la photographie et la description complète de l'enfant, le carnet devient une référence primordiale

en cas de disparition ou de fugue de l'enfant. «Les premières heures d'enquête sont souvent cruciales pour retracer un enfant. Le carnet permet ainsi de transmettre rapidement la description de l'enfant à tous les véhicules. C'est donc un bel outil à obtenir, car dans ces moments, les parents inquiets ont plus de difficulté à nous donner toutes les informations requises», constate l'agent Dubois.

Le carnet offre aussi la chance aux parents d'aborder avec leur enfant les règles de sécurité et de prévention. «De prime abord, il s'agit d'un outil destiné aux parents pour amorcer cette discussion, car le carnet contient les règles de sécurité. Cela devient donc un prétexte pour aborder l'ensemble des règles de sécurité, que ce soit celles à observer lors d'un feu, au bord de la piscine ou encore au retour de l'école», rappelle la coordonnatrice de la prévention au Réseau enfants retour, Amélie Robitaille.

Pour procéder à toutes ces inscriptions, la Gendarmerie royale canadienne de la région de l'Estrie, le SPS et des élèves en technique policière du Collège de Sherbrooke se sont associés au Réseau enfants retour. «Cette activité permet un rapprochement entre la population et la police, mais aussi de démystifier le rôle de la police auprès des enfants afin qu'ils aient confiance en nous et nous voient comme des amis», explique l'agent Dubois, membre de la nouvelle division Sécurité des milieux du SPS.

«En fait, nous touchons à trois des quatre objectifs de cette nouvelle division avec l'activité d'aujourd'hui, soit le rapprochement avec la population, la participation avec les organismes et le



Imacom, Claude Poulin
Le jeune Tommy Dion s'est prêté au jeu du carnet d'identification comme un grand en suivant les indications de l'agent Philippe Dubois, du Service de police de Sherbrooke.

renforcement des mesures de prévention», énumère le constable.

Même si le nombre d'enfants rejoints cette année était moindre que les 530

rencontrés l'an dernier, l'agent Daniel Richard du SPS, en charge de la journée d'identification en région, s'avouait tout de même satisfait. «Ça fait déjà au moins près de 365 familles rejointes. Et

puis, nous avons eu plus de temps pour discuter avec les parents et leur enfant», estime l'agent Richard en ajoutant que l'attente a aussi été moindre pour les parents cette année.

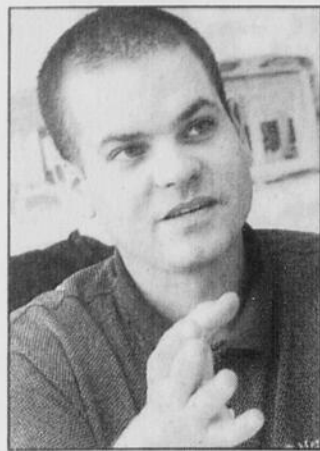
Bien pensée, la nouvelle Smart

La petite voiture de Mercedes-Benz fait tourner les têtes à Sherbrooke



Geneviève Simard-Tozzi
genevieve.simard-tozzi@la Tribune.qc.ca
SHERBROOKE

La toute nouvelle Smart *fortwo* est petite, mais elle ne passera surtout pas inaperçue sur les routes du Québec. Dès aujourd'hui, il sera possible de se procurer la petite voiture partout au Canada et ici même à Sherbrooke.



Sacha Beaulieu, représentant des ventes chez Dominick Auto Sport, concessionnaire Mercedes-Benz.

Adieu problèmes de stationnement avec cette petite voiture pour deux passagers qui ne fait que 2,5 mètres de long! Au dire de Sacha Beaulieu, représentant des ventes chez Dominick Auto Sport, concessionnaire Mercedes-Benz, les Européens en garent même deux dans un seul emplacement de stationnement!

Spécialement conçue pour la conduite en ville, la petite Smart *fortwo* n'a rien à envier

aux autres voitures sur le marché, puisqu'elle a toutes les caractéristiques des voitures haut de gamme.

Système antipatinage, coussins gonflables latéraux et à l'avant et cage de sécurité inspirée des voitures de Formule 1, tout est en place pour assurer la sécurité des passagers. «C'est vraiment conçu pour être solide et sécuritaire. Lors d'une collision, l'impact est absorbé par l'ensemble de la cage», assure M. Beaulieu.

Sa petite taille vient principalement du fait que la place pour les passagers arrière a été supprimée. «Quand on la conduit, on n'a vraiment pas l'impression d'être enfermé dans un compartiment», soutient Sacha Beaulieu. La Smart possède d'ailleurs un coffre arrière de 150 litres, soit «assez de place pour mettre les sacs de magasinage et d'épicerie».

Très économique, à peine 3,5 L au 100 km sur l'autoroute, et fonctionnant au diesel, la Smart permet de faire un aller-retour vers Montréal qui ne coûte pas plus que 5 \$! «Avec le prix du gaz qui augmente sans cesse, c'est vraiment une bonne solution», soutient M. Beaulieu.

Question de look

Présente sur les routes européennes depuis 1998, la Smart *fortwo* est maintenant disponible au Canada en trois versions selon les options qui y sont installées: la «pure», la «pulse» et la «passion». Son prix varie entre 16 500 \$ et 19 200 \$. Déjà, la modèle de base possède les vitres électriques, le verrouillage des portes télécommandé et le lecteur CD.

L'intérêt de la Smart, c'est que ses panneaux, par exemple latéraux, sont changeables. Exaspéré du rouge? En moins de deux heures et demie, il sera possible de transformer littéralement l'allure de sa voiture. Seule la cage de sécurité ne pourra être modifiée de la sorte.

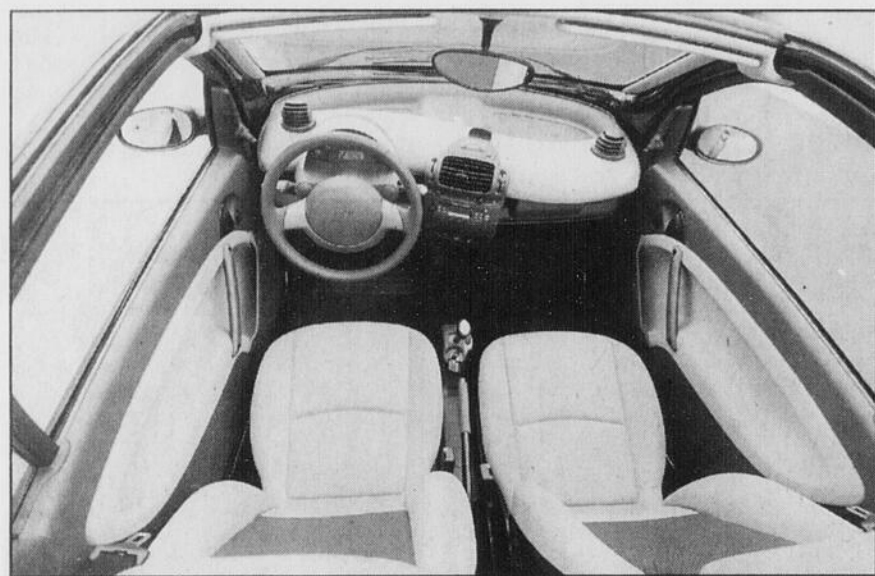
Par son look très différent, elle fait d'ailleurs tourner les têtes, la petite Smart. «Quand j'en ai fait l'essai, j'étais arrêté à côté d'une Porsche et c'est la Smart que les gens regardaient», soutient Sacha Beaulieu. Ça va être une véritable cohue dans la ville.

Le concessionnaire Mercedes-Benz attend une dizaine de voitures d'ici Noël. Déjà, la voiture de démonstration sillonne les rues de Sherbrooke.



Imacom, Jocelyn Riendeau

La nouvelle Smart *fortwo*, qui fait à peine 2,5 mètres de long, débarque en ville! Malgré sa petitesse, elle risque de déplacer beaucoup d'air.



Imacom, Jocelyn Riendeau

La Smart est petite, mais le fabricant la dit sécuritaire avec ses coussins gonflables latéraux et une cage de sécurité inspirée des voitures de Formule 1.

«Les intéressés peuvent venir l'essayer n'importe quand. De toute façon, il faut l'essayer.»

Deux autres déclinaisons du modèle, la voiture quatre places et la cabriolet, devraient faire leur entrée sur le marché dans la prochaine année au Canada.

Deux autres déclinaisons du modèle, la voiture

La route offre soudain plus d'adhérence.

La nouvelle Saab 92X TI

Traction intégrale à toute épreuve, performance à couper le souffle et polyvalence maximale grâce aux cinq portes. Pour un essai routier, faites le 1 888 888-SAAB ou voyez saabcanada.com

À partir de **28 950\$** (PDSF) Louez pour **299\$** /mois pendant 48 mois



Modèle Aero illustré 37 735 \$* (PDSF)



La nouvelle Saab **92X** Traction Intégrale



Ce que vous devez savoir : † Prix basé sur la location d'une Saab 9-2 X Linear. Un acompte ou un échange d'une valeur minimale de 4 300 \$ et/ou un dépôt de sécurité de 350 \$ sont exigés. L'obligation totale est de 18 681 \$. Le coût annuel de l'emprunt est de 3,9 %. Sur approbation de crédit de GMAC. L'option d'achat au terme de la location est de 12 341 \$, taxes en sus. Limite de kilométrage annuelle de 20 000 km, frais de 0,12 \$ par kilomètre excédentaire. D'autres options de location sont offertes. * Le PDSF de la Saab 9-2X Linear 2005 est de 28 950 \$, † Le transport (1 050 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la TPS, la TVQ, les frais d'immatriculation, la préparation à la route, les frais d'administration, d'enregistrement, les frais associés à l'inscription au RDPRM, les droits, l'assurance et l'équipement optionnel sont en sus. Les détaillants peuvent louer/vendre à moindre prix. Les offres s'appliquent exclusivement aux modèles Saab 9-2X Linear 2005 neufs ou de démonstration et uniquement aux clients au détail admissibles. Une commande ou un échange entre détaillants peut être nécessaire. Les offres sont d'une durée limitée et ne peuvent, dans certains cas, être combinées à d'autres offres. Pour plus d'information sur les conditions et détails de ces offres, voyez votre détaillant, visitez saabcanada.com ou composez le 1 888 888-SAAB.

Euthanasie: voir le malade globalement

À Aube-Lumière, les gens finissent par ne plus demander à mourir



Evelyne Leblanc

evelyne.leblanc@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

«Je crois que le suicide assisté ou l'euthanasie sont des solutions faciles. La personne qui obtient un diagnostic de maladie grave a besoin du support de son médecin de famille pour calmer ses souffrances physiques par une bonne médication, mais elle nécessite aussi un appui psychologique et spirituel durant toute son cheminement.»

La directrice générale de la Maison Aube-Lumière, Marie-Paule Kirouac, estime qu'une fois ces aspects comblés, les gens oublient bien souvent l'option de la mort et pensent plutôt à vivre et à bien vivre leur maladie. Et des personnes qui souhaitent leur mort, elle en

rencontre régulièrement à la Maison.

«Ces personnes arrivent à la Maison avec la mort dans l'âme, car ils savent que la médecine ne peut plus rien pour eux, affirme Mme Kirouac. Les deux médecins de la Maison portent une grande attention à ces malades en prenant le temps de discuter avec eux de leurs douleurs physiques pour donner la bonne médication qui saura les apaiser. Ils se soucient aussi d'écouter les préoccupations et peurs de ces personnes pour les rassurer. Et tous notre personnel et nos bénévoles travaillent dans cette philosophie de respect et d'accompagnement vers une mort dans la paix. Après quelques jours à la Maison, les gens n'ont plus le goût de mourir.»

Selon Mme Kirouac, il existe en 2004 toute une panoplie de médication pour réduire les douleurs dues à la maladie; toutefois, elle regrette que l'on commence à peine à considérer la souffrance psychologique dans le processus d'apaisement des souffrances.

«Les douleurs physiques peuvent être décuplées par celles psychologiques. Il faut donc porter une attention particulière à la détresse de ces personnes. Beaucoup trop de malades oublient qu'ils disposent de ressources compétentes dans les CLSC pour les aider à cheminer», souligne-t-elle.

Une prise de conscience à faire

Pour le vice-doyen de la faculté de théologie, André Lacroix, un débat de fond sur la question de l'euthanasie et du suicide assisté doit être fait. «Ce sont les personnes aidant à mourir qui se retrouvent avec tout le poids de la décision du malade après son décès. Et ces mêmes personnes participent bien souvent à contrecœur, mais le font par amour pour le malade qui les a convaincus de son désir de mourir. Ces personnes ne sont pas des assassins, mais sont tout de même traduites en justice. C'est pour éviter de telles si-

tuations qu'il faut instaurer des balises à l'euthanasie», affirme M. Lacroix.

Le philosophe et juriste ne parle pas de loi ni de règlement sur le sujet, mais simplement de laisser une zone grise où il sera possible d'évaluer les demandes d'euthanasie cas par cas. «La légalisation créerait des situations mur à mur et ça ne fonctionnerait pas. Il faut créer un filet de sécurité, des références pour mieux évaluer les demandes. Le débat doit poser ainsi la question le plus largement possible en mettant en jeu un ensemble de valeurs», explique M. Lacroix.

La décriminalisation du suicide assisté pour les aidants pourrait aussi être envisagée sans toutefois permettre ce type de geste purement et simplement, selon M. Lacroix. «Je parle plutôt de tolérance. Sans se référer à la seule décision de la personne, je prône plutôt la mise en place de réseaux d'appui et d'information qui valideront les raisons invoquées par la personne pour demander l'euthanasie. Ce pour-

rait être un genre de comité multidisciplinaire composé de médecins, de psychiatres, de travailleurs sociaux et d'autres spécialistes de la question qui serait appelé à évaluer et à donner son avis sur la question.»

Ce type d'encadrement de l'euthanasie existe dans des pays comme la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, et l'État de l'Oregon aux États-Unis. «Il ne faut pas nécessairement calquer notre réflexion sur ces régimes, mais les adapter à notre société et à nos valeurs. La mort est un des derniers tabous de notre société, tout en demeurant quelque chose de bien personnel. Autoriser simplement une personne à mourir n'est pas mieux. Il est donc indispensable d'encadrer ce processus pour s'assurer d'une décision réfléchie... Et même la journée où il y aura des balises, nous discuterons encore de cas tragiques», conclut André Lacroix.

Il faut prendre conscience de son corps

La Fédération québécoise des massothérapeutes célèbre son 25e anniversaire



Geneviève Simard-Tozzi

genevieve.simard-tozzi@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

«La massothérapie doit jouer un rôle de prévention. Les gens doivent prendre conscience de leur corps.» Voilà ce qui a poussé Gaétane Gagnon à enseigner la massothérapie depuis maintenant 16 ans au Centre Orchidée, qu'elle a elle-même fondé.

Une vingtaine d'écoles seulement sont agréées par la Fédération québécoise des massothérapeutes, dont celle de Gaétane Gagnon. Célébrant son 25e anniversaire d'existence cette année, la Fédération compte plus de 3000 membres, ce qui en fait la plus importante association professionnelle dans le domaine.

Au Centre Orchidée, c'est une cinquantaine de massothérapeutes qui sortent formation en main tous les ans. À raison de deux fins de semaine par mois, quelques cours de soir et beaucoup de pratique, Gaétane Gagnon forme des gens qu'elle sait à la hauteur, puisqu'elle les forme expressément selon la grille de la Fédération.

La massothérapie n'est donc pas prise à la légère. La Fédération régit d'ailleurs tout ce qui touche aux plans de cours et aux enseignants. «Être membre de la Fédération donne beaucoup de crédibilité auprès des futurs employeurs, tout spécialement avec son examen pratique d'entrée qu'elle est la seule à demander», souligne Mme Gagnon.

Besoin de formation

Si Gaétane Gagnon est venue s'établir à Sherbrooke, c'est parce qu'il y avait des besoins en ce sens. «C'est moi qui ai amené la technique californienne ici. C'est pour cela aussi que je vais me spécialiser davantage dans ce créneau à partir de 2005.»

Après 400 heures de formation, une personne devient praticienne. Il faut ajouter pas moins de 600 autres heures pour devenir massothérapeute. «En plus, ça prend quatre ans pour pouvoir enseigner.»

Pour Gaétane Gagnon, un bon massothérapeute doit savoir faire preuve de présence. «La personne doit être là quand elle me touche tout en me respectant. Ce doit être une relation équilibrée.»

C'est d'ailleurs toute cette écoute du corps qu'elle enseigne à ses élèves. Pour elle, le toucher est un sens lent qu'il faut savoir éveiller. «C'est vraiment comme une éducation au toucher.»

Après avoir procédé à 50 massages sur dossier par année, les élèves de Gaétane Gagnon sont amenés à faire un stage, no-



Imacom, Maxime Picard

Au Centre Orchidée, Gaétane Gagnon forme une cinquantaine de massothérapeutes par année, le tout selon la réglementation de la Fédération québécoise des massothérapeutes.

tamment avec les gens du Domaine Perce-neige. L'expérience devient un bon échange de service. «Là-bas, les intervenants s'en servent comme thérapie. Nous y allons vraiment selon le besoin de ces personnes, qui ont souvent un manque au niveau du corps.»

Les massothérapeutes formés peuvent ensuite travailler pour des centres de santé ou encore comme travailleur autonome. Quelques-uns se promènent d'ailleurs dans la région au gré des événements pour offrir des massages sur chaise, généralement très populaires. Cette fin de semaine, il suffisait d'ouvrir l'œil pour voir quelques élèves de Gaétane Gagnon prodiguer des massages au Festival des aînés de la FADOO.



CENTRE DE LASÉROTHÉRAPIE 3001

Assez pensé, je cesse de fumer maintenant

SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT

MAINTENANT SITUÉ AU : Carrefour de l'Estrie
3050, Boul. de Portland, Sherbrooke
Situé dans les locaux du salon de bronzage
Dépense Soleil à l'entrée principale au 2e étage.
123914 (819) 821-3002

PERTE DE POIDS GARANTIE



Patrick B. a perdu 93 lb en 18 semaines

«Ma santé et mon énergie ont augmenté de façon significative et mes migraines ont disparu. Le personnel exceptionnel nous motive à chaque visite. Je le recommande fortement à tous. Je suis satisfait à 100 %.»

Spécial 1\$/LB

Appellez et commencez à perdre de 2 à 7 livres par semaine et changez votre vie!

Consultation gratuite

Qu'attendez-vous? Appelez-nous!

819-821-4343
3025 rue King Ouest, Sherbrooke

SANTÉ & UN
Centres D'Amalgrissement & Nutrition

Celui qui fonctionne vraiment pour vous!

Problème d'encre ?



CARTOUCHES D'ENCRE

- Originales
- Compatibles
- Réusinées

LA CARTOUCHERIE

NOUVELLE ADRESSE → **2520, RUE KING OUEST**
(Anciennement au 965 Galt Ouest)
565-3006

VENTE ET RÉPARATION

- Imprimantes
- Télécopieurs

Opinions



Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: André Larocque

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

Martin a du pain sur la planche



Jean-Guy Dubuc

Collaboration spéciale

Il n'est pas nécessaire d'être fin politiciologue pour juger que la session parlementaire qui s'amorce aujourd'hui à Ottawa risque d'être palpitante et de nous réserver plein de surprises. Car enfin, personne n'est jamais sûr de rien devant un gouvernement minoritaire; et toutes les tendances peuvent se faire un chemin quand il devient plus nécessaire de garder le pouvoir que de gouverner le pays. Il faut s'attendre à ce que les partis d'opposition deviennent plus actifs qu'ils ne l'ont jamais été. Et que le premier ministre se lance dans l'astuce et le compromis d'une façon qu'il n'a jamais prévue, pour se donner le leadership qu'il n'a jamais eu.

D'abord, une nouveauté à Ottawa: les trois partis d'opposition, y compris le Bloc québécois, ont convenu de faire front commun sur tous les sujets qui ne contredisaient pas leurs principes fondamentaux. Imaginez: Gilles Duceppe appuyant Stephen Harper et vice-versa... Du jamais vu, inimaginable! Mais dont on peut se réjouir. L'unité dans la diversité devrait faire partie de la Constitution canadienne! Donc, moins d'opposition systématique inutile, moins d'agressivité, plus de concertation et plus de raison. Du moins, théoriquement.

Comment Paul Martin pourra-t-il survivre aux travaux de la commission Gomery, qui dévoile un peu plus et mieux chaque jour les jeux cachés du gouvernement précédent dont lui-même et plusieurs de ses ministres et députés faisaient déjà partie?

Comme deux chefs de cette opposition viennent d'arriver à leur poste, qu'eux-mêmes et leurs partis ont besoin de temps pour se faire connaître et pour définir leurs politiques, il n'est pas dans leur intérêt de renverser trop rapidement le gouvernement

de Paul Martin, si fragile soit-il. Et le Bloc, lui, ne peut qu'être heureux dans sa position d'influence actuelle, mieux qu'il ne serait jamais devant un gouvernement majoritaire, soit-il libéral, conservateur ou néo-démocrate. Par ailleurs, chaque engagement envers les deux autres partis représente, pour le Bloc, un aveu gênant: celui de pouvoir convenablement défendre les intérêts des Québécois au sein d'un Canada asymétrique... Donc, il faut s'attendre à des discussions et à des propositions relativement acceptables pour tous les partis. Et le bon peuple en profitera!

Mais l'opposition aux libéraux peut bien venir d'ailleurs. En fait, comment Paul Martin pourra-t-il survivre aux travaux de la commission Gomery, qui dévoile un peu plus et mieux chaque jour les jeux cachés du gouvernement précédent dont lui-même et plusieurs de ses ministres et députés faisaient déjà partie? La question se posera: étaient-ils au courant et participants ou ignorants et profondément innocents? Le premier ministre a promis de faire la vérité et de prendre les mesures nécessaires pour blanchir son parti et son gouvernement. Il ne pourra éviter de se faire salir, lui et son entourage. Il faudra faire les distinctions nécessaires pour toucher les cibles coupables; et laisser les autres nous servir le temps qu'il faudra.

Voilà le grand mystère: combien de temps? Personne n'a intérêt à renverser le gouvernement dans les semaines ou les mois qui suivent. Personne d'entre nous ne le désire non plus. On sait que l'activité électorale nuit au débat parlementaire et à la gestion du pays. Or, il y a du pain sur la planche. Et il faut se mettre à l'ouvrage.

La santé, priorité; d'accord. Mais bien d'autres questions demeurent ouvertes. Entre autres, la relation du Canada avec les États-Unis, dans des dossiers aussi chauds que la guerre en Irak, la collaboration avec les Nations Unies, le bouclier anti-missile, les ententes de frontières: autant de sujets qui concernent notre autonomie face à un voisin souvent envahissant et peu respectueux de notre identité. L'approche du moment crucial des élections américaines exige une grande prudence à ce moment-ci; et notre nouveau premier ministre ne nous pas encore montré ses qualités de diplomate.

Bref, M. Martin doit démontrer des aptitudes comme leader d'un pays aux problèmes complexes mais quand même solvables. L'observateur peut s'attendre à des moments de politique palpitants dans les mois à venir.

1 QUÉBÉCOIS SUR 4 ENTRE AU TRAVAIL À REÇULONS



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

Billet

Éloge de la planche à roulettes

Qu'est-ce qui pousse un ado à se lancer tête baissée sur une planche à roulettes? Comment expliquer la popularité de ce sport qui risque parfois de devenir «extrême»? Il me semble qu'il y a dans cette vogue une sorte de parole-action, sans doute inconsciente, une manière pour les jeunes de dire bien fort qu'il est difficile de conserver son équilibre aujourd'hui, qu'il faut être diablement habile pour négocier avec les rugosités du terrain, entendons, le monde qui les attend. L'exercice de la planche à roulettes serait-elle, avec le risque de se faire mal, un instrument de maturité, une manoeuvre pour former le jugement, le courage, la persévérance? Si oui, il me semble que ces jeunes, mine de rien, sont des adultes en formation.

Le mouvement contraire est aussi vrai: est-ce que bon nombre d'adultes n'ont pas tendance à retourner à des comportements typiquement ados? Est-

ce par étroitesse d'esprit ou par pudibonderie qu'on s'étonne des sujets qui sont le pain quotidien de certains de nos humoristes? La persistance dans leurs propos des caca-culcul, le sacré qui redevient la coquetterie d'une certaine élite, les invectives proférées par les animateurs radio qui ont fait les manchettes, tous ces indicateurs nous font poser la question de notre maturité collective. Sommes-nous restés accrochés aux marges de l'adolescence, période où il est normal de briser les tabous, de lâcher la bride face aux interdits et aux cadres imposés pour former l'enfance? On a inventé le terme d'adulescence pour désigner ces blocages où des personnes qui ont l'allure d'une certaine maturité montrent par leurs attitudes qu'elles n'y sont pas encore parvenues.

Ce cap est franchi quand on accepte de se confronter avec la réalité objective, aussi rude soit-elle, au lieu de dévier sans cesse l'esprit vers l'absurde ou la blague à

tout prix. Si on croit que tout est flexible selon ses goûts ou ses revendications, on se fragilise. C'est en se mesurant avec l'opinion d'autrui pour former la sienne qu'on bâtit sa subjectivité. Si rien ne vient limiter son quant-à-soi, on restera superficiel, impulsif, agressif. C'est la farce plate qui viendra clore tout débat possible. À la moindre difficulté, la personne menace alors de déprimer, de s'écrouler par manque de ressources intérieures. Si on croit que tout ira bien tant qu'on pourra en rire, on en reste à cette attitude infantile qui évacue une pensée plus profonde, celle qui permet de nous développer humainement.

À qui devrions-nous conseiller la planche à roulettes comme thérapie de maturité?

Claude Labrecque, prêtre
Curé à Saint-Denis-de-Brompton

Environnement

L'eau, c'est la vie, la vie avant le profit

L'eau, c'est la vie, la vie avant le profit. Tel est le thème de la soirée publique qui se tiendra à la salle Alfred Desrochers ce vendredi 8 octobre à 19 h. Cette soirée est organisée conjointement par l'Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau (Estrie) et le groupe Développement et Paix (Estrie).

Le conférencier invité est l'économiste et politologue bien connu des Québécois Riccardo Petrella. Il entretiendra l'assemblée sur la situation de l'accès à l'eau au plan mondial, avec les écueils et les embûches posés par les politiques de la Banque mondiale et par l'attitude des marchands de l'eau. Il sera aussi question des effets néfastes de la gestion déléguée par des partenariats public-privé dans le domaine de l'eau.

M. Petrella est le président-fondateur du Groupe de Lisbonne qui a lancé, en 1996, l'idée de contrats sociaux basés sur le respect de l'égalité des personnes et des collectivités humaines entre elles.

Le contrat mondial de l'eau constitue l'un de ces contrats sociaux à élaborer et c'est à cette tâche que s'emploie l'Association québécoise pour un Contrat mondial de l'eau (AQCM). Fondée en 1999, l'AQCM fait partie d'un réseau d'associations nationales présentes dans plusieurs pays (Belgique, Brésil, États-Unis, France, Inde, Italie, Suisse, etc.).

Les principes suivants animent les actions de l'AQCM:

- l'accès à l'eau est un droit humain, individuel et collectif;
- l'eau est un bien commun de l'humanité;
- le financement nécessaire à la mise en oeuvre de ce droit doit être collectif et solidaire;
- toute politique de l'eau doit être démocratique à tous les niveaux: du local au mondial.

C'est dans cet esprit que le groupe de l'AQCM de la région de Sherbrooke participe à l'organisation de cette soirée. Nous proposerons aussi de tenir, en collaboration avec tous les groupes concernés par la problématique de l'eau dans la région, d'autres assemblées citoyennes comme la présente. L'objectif de ces assemblées est de permettre aux citoyens de se regrouper pour s'informer davantage sur les problématiques du droit à l'eau, de sa marchandisation, puis de débattre, de prendre position sur le sujet et amener nos élus à faire de même.

De son côté, Développement et Paix, organisme officiel de l'Église catholique du Canada, est particulièrement préoccupé par la problématique mondiale de l'eau. Mouvement démocratique de solidarité internationale, il soutient dans le

tiers monde des partenaires qui mettent de l'avant des solutions de rechange aux structures sociales, politiques et économiques injustes. L'organisme sensibilise également la population aux causes de l'appauvrissement des peuples et propose des actions de changement.

La Banque mondiale pointée du doigt

Pour l'automne 2004, la campagne de sensibilisation de Développement et Paix est consacrée à l'eau potable, une ressource qui fait cruellement défaut aux gens des pays du Sud. Or cette situation est due en partie au fait que la Banque mondiale, avant de prêter de l'argent à certains pays pauvres, exige qu'ils cèdent la gestion de leur eau à l'entreprise privée. C'est la raison pour laquelle Développement et Paix invite toutes les personnes à signer une carte postale qui demande au gouvernement canadien d'exiger que la Banque mondiale cesse de lier ses prêts à de telles conditions et renforce plutôt le rôle du secteur public tout en favorisant la participation des communautés locales à l'élaboration des politiques sur l'eau.

Invitation vous est faite, chers lecteurs, à venir participer à cet événement qui aura lieu au Collège de Sherbrooke, à la salle Alfred-Desrochers, ce vendredi 8

octobre à 19 h.

Jacques Fontaine et Martin Riou
AQCM Estrie
aqcmsherbrooke@yahoo.ca

Cette série de reportages hebdomadaires du lundi est produite en collaboration avec les AmiEs de la Terre de l'Estrie. atestrie@nctel.ca

À qui la faute?

À Sherbrooke, depuis plus de trois mois, les stations d'épuration débordent et polluent nos rivières emblématiques.

À qui la faute? Est-ce que le manque criant de moyens et de ressources rend tolérable cette situation?

Les autorités municipales ont-elles fait les mauvais choix?

Craignez-vous des conséquences sur la santé publique?

Que faudrait-il faire pour corriger au plus vite cette situation?

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes, courts de préférence et avant le jeudi midi:

par courrier électronique à opinionsplus@latribune.qc.ca

par télécopieur au 564-5480

par la poste à Opinions Plus, 1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8

par notre boîte vocale au 564-5456, poste 770# (un résumé des opinions reçues paraîtra dans cette page samedi prochain).

La SPA atteint tous ses objectifs

Les 300 participants à la Randonnée des belles gueules ont amassé plus de 20 400\$

Evelyne Leblanc
SHERBROOKE

L'enthousiasme des organisateurs de la quatrième édition de la Randonnée des belles gueules de la Société protectrice des animaux de l'Estrie s'est multiplié au fur et à mesure que les bonnes nouvelles se sont présentées à eux hier.

D'abord, le beau temps était de la partie après deux années de pluie qui entraînaient par le fait même des insuccès. Ensuite, ils ont comptabilisé plus de 300 marcheurs et 200 chiens, mais surtout près de 700 personnes qui se sont présentés tout l'après-midi sur le site mis en place au parc Jacques-Cartier de Sherbrooke pour prendre de l'information aux divers stands et pour assister au spectacle d'agilité canine. Et finalement la cerise sur le sundae, leur objectif financier de

20 000 \$ a été dépassé de 400 \$.

«Nous ne pouvions demander mieux! Grâce à ces argents, nous poursuivrons notre programme de visite des écoles primaires débuté l'an dernier. De même, nous mettrons en place le projet de micropuces pour identifier les animaux que nous recevrons et placerons en adoption tout en continuant la stérilisation des animaux du refuge», expliquait la coordonnatrice de la randonnée et responsable des communications à la SPA, Valérie Charbonneau.

Les fonds amassés, grâce à la générosité des commanditaires, des marcheurs et des collectes que certains citoyens ont organisés, assurent ainsi la pérennité de l'organisme et la réalisation de nombreuses histoires d'amour entre les animaux apportés au refuge et les familles qui les adoptent.

C'est le cas d'ailleurs de Denise Boutin



Denise Boutin et son chien Kado

qui a adopté un Shiatzu du nom de Kado, il y a huit ans à la SPA de l'Estrie. La petite chienne avait été abandonnée dehors en plein hiver et elle avait été retrouvée par des gens dans la neige complètement frigorifiée. Par chance, l'animal n'a conservé aucune séquelle de ce fâcheux abandon par ses premiers maîtres.

«Ma fille travaillait à la SPA, elle m'a appelée pour me prévenir qu'il y avait une petite chienne Shiatzu de trois mois au refuge. J'ai dû convaincre mon mari de venir m'amener là-bas parce que lui ne voulait rien savoir d'un chien. Aujourd'hui, il est aussi fou que moi de notre chien. Je ne m'en passerais plus et puis, elle m'oblige à demeurer en forme», souligne joyeuse la dame avec sa chienne dans les bras.

Mme Boutin se montre ainsi très sensible à la cause de la SPA et trouve inconcevable qu'on puisse abandonner les animaux à l'extérieur alors qu'il existe des ressources comme la SPA pour se charger de leur trouver un second foyer.

Selon la porte-parole de l'événement, Sylvie Lussier, co-animatrice de l'émission *Pas si bête que ça*, les gens sont tout de même plus conscients aujourd'hui des responsabilités inhérentes à l'acquisition d'un animal qu'auparavant.

«Les gens y pensent plus longtemps avant de s'acheter un chien et ils choisissent aussi mieux la race en fonction de leurs vrais besoins. Ils prennent ainsi plus soin de leur animal en veillant tant sur sa santé que sur ses besoins physiques et psychologiques», estime Mme Lussier constatant qu'il y a aussi plus d'information et de livres de référence disponible sur la race canine.



Sylvie Lussier



Valérie Charbonneau



Imacom, Claude Poulin

Plus de 200 chiens et leurs maîtres ont participé à la Randonnée des belles gueules de la Société protectrice des animaux de l'Estrie qui se déroulait hier au parc Jacques-Cartier de Sherbrooke. La marche effectuait une boucle de quatre kilomètres à partir du parc pour emprunter par la suite les rues Maril, King jusqu'à Queen pour finalement revenir au point de départ en longeant le lac des Nations.

Solutions discrètes et efficaces
pour le plaisir d'écouter la télé sans déranger la maisonnée

Possibilité d'expérimenter les aides auditives durant 30 jours

JOSÉE BOULANGER
Audioprothésiste
Pour une écoute différente

2180, rue Galt Ouest, Sherbrooke (face au Provigo) tél. : 348-4334

Thibault a grandi
et vous offre le plus grand choix en région de véhicules PONTIAC, BUICK et camions GMC!

Thibault fait même sourire les prix

Thibault
PONTIAC • BUICK • GMC
SHERBROOKE • MAGOG

STÉROÏDES NON REQUIS.

vroum-vroum



REDESSINÉ ET REPENSÉ
MAZDA TRIBUTE 2005



INDICE DE SÉCURITÉ LE PLUS ÉLEVÉ LORS D'IMPACT*



Remodelé, redessiné, bref repensé en 2005, le tout nouveau Mazda Tribute est prêt à faire tout ce que vous attendez de lui. Parce que non seulement ce VUS est-il particulièrement spacieux, mais il vous offre aussi plein de possibilités.

Choisissez une traction avant ou une transmission à quatre roues motrices. Optez pour le moteur de série 4 cylindres de 2,3 L à 16 soupapes ou pour le V6 de 3 L et 200 ch à 24 soupapes offert en option. La polyvalence, ici, est vraiment au rendez-vous. En fait, pour remorquer un bateau ou pour vous balader sur les routes de montagne, il y a un Tribute qui convient parfaitement à votre style de vie.

Pour découvrir les nombreux avantages d'un utilitaire sport qui redéfinit le mot « sport », installez-vous sans tarder au volant du tout nouveau Mazda Tribute 2005.

MODÈLE GX 4 CYLINDRES AVEC BOÎTE AUTOMATIQUE À PARTIR DE **25 495\$***



INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS.

*Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda Tribute GX 4 cylindres 2005 (modèle WSXD75AA50) neufs. Frais de transport et préparation (1125\$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou KDPKM en sus.

*Indice de sécurité le plus élevé accordé au Mazda Tribute 2005 par la NHTSA des É.-U. pour les passagers des sièges avant et arrière lors de tests d'impact latéral. Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Offre d'une durée limitée à compter du 4 octobre 2004.



mazda

www.mazda.ca